

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°634 – 19 juin 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

170,4 M EUR de la BIDC en faveur du secteur privé et de l'énergie en Afrique de l'Ouest

À l'issue de la 98e session ordinaire de son Conseil d'administration tenue le 16 juin 2026, la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) [a approuvé](#) quatre opérations de financement d'un montant total de 75 M USD et 105 M EUR, soit environ 111,8 Md FCFA (170,4 M EUR). Ces financements comprennent une ligne de crédit de 80 M EUR accordée à Coris Holding SA afin de renforcer le financement des petites et moyennes entreprises (PME) en Afrique de l'Ouest, une participation de 25 M EUR à une facilité de Mourabaha syndiquée en faveur de la Société nationale d'électricité du Sénégal (SENELEC) destinée à l'approvisionnement en produits pétroliers raffinés pour la production d'électricité, ainsi qu'une facilité de 50 M USD octroyée à Stratcon Energy and Trading Limited au Ghana pour l'importation et la distribution de produits pétroliers raffinés. La BIDC a également approuvé un financement de 25 M USD en faveur de Topaz Multi-Industries SA en Guinée pour l'importation de matières premières industrielles. Ces opérations visent à soutenir l'accès au financement des entreprises, renforcer les capacités productives et contribuer à la sécurité énergétique régionale. Elles s'inscrivent dans la stratégie GRO (Croissance, Résilience, Optimisation) 2026-2030 de la Banque.

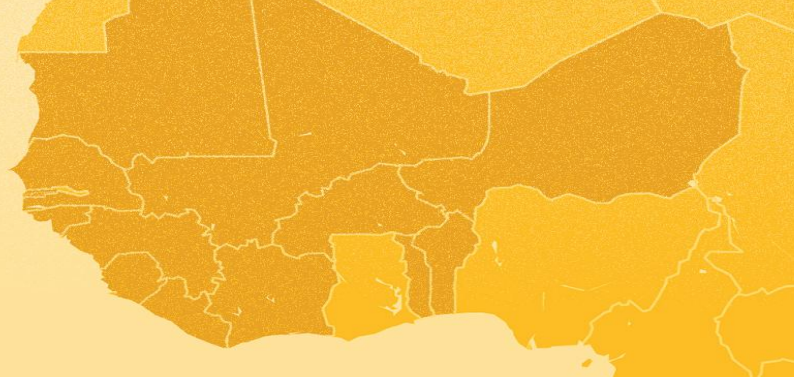
Le chiffre à retenir

350 Md FCFA

Montant d'investissement dans les entreprises de la Plateforme Industrielle Adetikopé depuis sa création en 2021 (soit 534 M EUR)

12,7 M EUR de la BAfD pour renforcer les systèmes de santé de sept pays ouest-africains

Le 11 juin 2026, le Conseil d'administration du Fonds africain de développement (FAD), guichet concessionnel de la Banque africaine de développement (BAfD), [a approuvé](#) un don de 14,3 M USD en faveur de l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS). Ce financement vise à renforcer les systèmes de santé et les réglementations médicales au Bénin, en Gambie, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Liberia, en Sierra Leone et au Togo et à renforcer la réponse aux urgences sanitaires et nutritionnelles. Le programme prévoit notamment l'appui aux autorités nationales de réglementation, le renforcement des capacités des laboratoires de contrôle de qualité des médicaments, la mise en place de laboratoires transfrontaliers "Une seule santé" au Bénin et au Togo ainsi que l'équipement d'infrastructures de santé et de diagnostic dans plusieurs pays bénéficiaires. Le projet comprend également des études pour la planification régionale et l'investissement dans le secteur de la santé. Un volet formation vise la création d'environ 300 emplois, dont plus de 40 % destinés à des femmes.



Bénin

Exécution budgétaire au premier trimestre 2026

Le 16 juin 2026, la Direction générale du budget [a publié](#) son rapport d'exécution de la Loi de finances pour la gestion 2026. Au premier trimestre 2026, les recettes et ressources de financement ont atteint 1300,1 Md FCFA (2 Md EUR), soit un taux de réalisation de 34,4 %. Parallèlement, les dépenses engagées se sont élevées à 1 027,1 Md FCFA (1,6 Md EUR), correspondant à un taux d'exécution de 27,1 %. Selon les autorités, l'exécution budgétaire est restée alignée sur les priorités du Programme d'actions du gouvernement (PAG), notamment en matière de réduction des disparités sociales.

Un soutien agricole au service de l'agro-industrie

Le 3 juin 2026, le gouvernement béninois [a annoncé](#) en conseil des ministres le soutien de quatre filières agricoles moteurs : le coton, le soja, le cajou et le riz. L'objectif est d'accroître la production, sécuriser l'industrie locale et soulager les exploitants face aux coûts élevés de production. Une prime de 10 FCFA/kg sera versée aux producteurs de coton si la production dépasse 700 000 tonnes. Pour le cajou, le soja et le riz, cette prime s'appliquera dès satisfaction des capacités de transformation locales fixées respectivement à 200 000, 450 000 et 350 000 tonnes.

Burkina Faso

37,6 M EUR pour la modernisation des infrastructures et équipements de santé

Le gouvernement burkinabè [a accepté](#) un rapport relatif à une demande d'autorisation pour la passation et l'exécution de marchés publics dans le cadre de projets du ministère de

la Santé, pour un montant global de 24,7 Md FCFA (37,6 M EUR). Financé par le budget de l'État au titre de l'exercice 2026, ce programme vise à accélérer la construction d'infrastructures sanitaires et l'acquisition d'équipements médico-techniques afin de répondre à la croissance des besoins en soins de santé. Les investissements prévus comprennent la réalisation de nouvelles infrastructures dans plusieurs localités ainsi que le renforcement des capacités des établissements existants, avec pour objectif d'améliorer l'accès aux soins, notamment dans les zones à faible couverture sanitaire, et de réduire les disparités territoriales.

Cap-Vert

Hausse des envois de fonds de la diaspora

Selon le [bulletin statistique de mars 2026](#) de la Banque de Cabo Verde (BCV), les envois de fonds de la diaspora ont atteint 7615,9 M CVE (69,1 M EUR) au 1^{er} trimestre 2026, en hausse de 2,5 % en glissement annuel (g.a). Le Portugal [demeure](#) la première origine des transferts (34,7 %), devant les Etats-Unis (25,7 %) et la France (17,9 %). Les transferts de la diaspora, aux côtés du tourisme, constituent un pilier majeur de l'économie cap-verdienne. En 2024, ils représentaient 18 % du PIB du Cap-Vert. La diaspora est estimée à 1,5 M de personnes, contre un peu plus de 500 000 habitants dans l'archipel.

Côte d'Ivoire

Fitch maintient la note BB avec une perspective stable

Le 12 juin 2026, l'agence de notation Fitch Ratings [a confirmé](#) la note souveraine de long terme de la Côte d'Ivoire à BB, assortie d'une perspective stable. L'agence souligne la vigueur



de la croissance économique, attendue à 6,3 % en 2026 après 6,5 % en 2025 (près du double de la médiane des pays notés BB), ainsi que la solidité du cadre macroéconomique et la poursuite de la consolidation budgétaire. Fitch met en avant l'atteinte du critère de convergence de l'UEMOA avec un déficit budgétaire ramené à 3,0 % du PIB en 2025, ainsi que la baisse du ratio de dette publique à 56,4 % du PIB contre 59,5 % en 2024. L'agence estime toutefois que le déficit pourrait temporairement se creuser à 3,5 % du PIB en 2026 sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie et d'un recul des recettes fiscales sur les carburants. Fitch considère que les perspectives de croissance demeurent soutenues par le développement des projets pétroliers et gaziers, notamment Baleine et Calao, ainsi que par l'augmentation de la production minière et la diversification de l'économie.

Harmonisation du prix bord champ du cacao entre la Côte d'Ivoire et le Ghana

À l'issue du Sommet sur l'Initiative cacao ayant eu lieu le mardi 16 juin 2026 à Abidjan lors duquel s'est tenu la 7^e réunion du Comité de pilotage de l'Initiative Cacao Côte d'Ivoire-Ghana (ICCG), les Présidents de la République de la Côte d'Ivoire et du Ghana ont entériné [5 décisions](#). En particulier, la Côte d'Ivoire et le Ghana ont convenu d'harmoniser les politiques de prix bord champ du cacao, ainsi que [d'aligner](#) leurs calendriers respectifs de campagne de commercialisation. Les deux pays ont également réaffirmé leur volonté d'élargir leur alliance à d'autres producteurs de cacao, notamment le Nigéria et le Cameroun. Pour rappel, la Côte d'Ivoire et le Ghana produisent près de deux tiers du cacao au niveau mondial.

Guinée

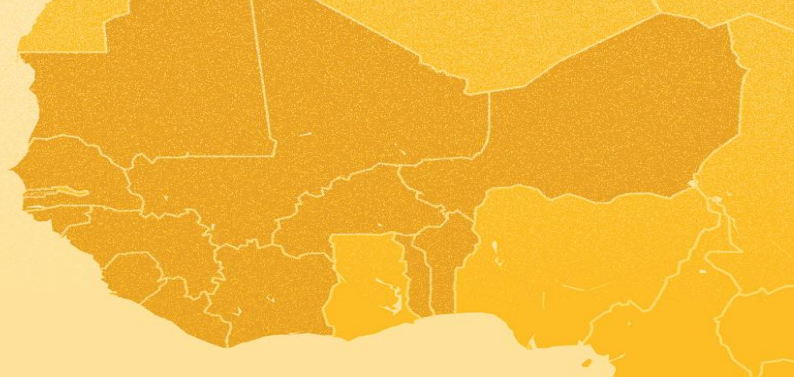
Reprise des discussions avec le FMI en vue d'un programme économique

La ministre guinéenne de l'Économie, des Finances et du Budget [a lancé](#) une série de séances de travail avec une mission du Fonds monétaire international (FMI) dans le cadre des consultations au titre de l'article IV. Les discussions portent notamment sur la mobilisation des recettes intérieures, la gestion des finances publiques, la politique monétaire et l'amélioration du climat des affaires. À l'issue des premiers échanges, le FMI a salué les progrès réalisés en matière de collecte des recettes, de statistiques de finances publiques et d'attractivité de l'investissement. Cette mission s'inscrit dans la continuité de la coopération engagée entre la Guinée et le FMI depuis 2021 et vise à préparer la conclusion d'un programme économique formel destiné à accompagner les priorités de développement du pays, notamment dans le cadre de la stratégie Simandou 2040. Ce programme devrait notamment porter sur la consolidation des finances publiques, le renforcement du cadre macroéconomique, l'amélioration de la gouvernance économique et la poursuite des réformes structurelles. Les autorités guinéennes mettent également en avant la nécessité de diversifier l'économie afin de réduire sa dépendance au secteur minier et d'accroître sa résilience face aux chocs extérieurs. La conclusion d'un accord avec le FMI constituerait un signal positif pour les investisseurs et les partenaires techniques et financiers, et pourrait faciliter l'accès à de nouveaux financements tout en renforçant la crédibilité de la politique économique du pays.

Guinée-Bissau

Décassement de 1,7 M USD du FMI au titre de la 11^e revue FEC

Le 12 juin 2026, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) [a approuvé](#) la 11^e revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC), permettant un décaissement de 1,2 M DTS (1,7M USD), portant



Le total des décaissements à 38,6 M DTS (54,8 M USD). Le programme, en place depuis 2023, vise à renforcer la soutenabilité de la dette, améliorer la gouvernance et soutenir une croissance inclusive. Selon le FMI, l'ensemble des critères de performance quantitatifs à fin mars 2026, des objectifs indicatifs et des engagements structurels ont été respectés. En 2025, la croissance est estimée à 5,8 %, portée par une forte production de noix de cajou et par l'investissement privé, avant un ralentissement attendu en 2026 dans un contexte international plus contraint. Les autorités poursuivent les réformes visant à renforcer la mobilisation des recettes, notamment par la modernisation de l'administration fiscale et la réforme de la TVA, à améliorer la gestion des finances publiques et à renforcer le contrôle des dépenses, en particulier la masse salariale.

Libéria

125 M USD de la Banque mondiale pour les infrastructures, l'énergie et le numérique

Le Libéria et la Banque mondiale [ont signé](#) trois accords de financement d'un montant total de 125 M USD. Ces financements concernent le programme régional d'intégration numérique en Afrique de l'Ouest (WARDIP 2), le projet d'intervention d'urgence pour l'énergie solaire en Afrique de l'Ouest (RESPITE) et le projet de gestion des actifs routiers du corridor sud-est (SECRAMP). Le financement comprend 57 M USD pour le secteur de l'énergie, visant notamment l'extension des capacités solaires et l'amélioration de la centrale hydroélectrique de Mount Coffee, 50 M USD pour le développement de la connectivité numérique et de la gouvernance digitale, ainsi que 18 M USD pour l'achèvement du corridor routier Ganta-Tappita au sud-est du pays. Selon les autorités, ces investissements doivent renforcer l'accès à l'électricité, améliorer la

connectivité numérique et faciliter les échanges commerciaux, tout en soutenant la mise en œuvre de l'Agenda ARREST pour un développement inclusif.

Mauritanie

40 M EUR de l'UE pour les zones frontalières et la santé

Le 15 juin 2026, l'Union européenne (UE) et la Mauritanie [ont signé](#) deux programmes de développement d'un montant total de 40 M EUR. La première, dotée de 25 M EUR, porte sur le projet "Frontières du Sud" et vise à renforcer la stabilité, les conditions de vie ainsi que le développement économique et social des populations des zones frontalières du sud du pays. La seconde convention concerne le quatrième Programme d'appui au secteur de la santé (PASS), financé à hauteur de 15 M EUR, vise à renforcer le système sanitaire mauritanien et à améliorer l'accès aux services de santé sur l'ensemble du territoire. Selon l'Union européenne, ce programme contribuera notamment à l'extension de la couverture sanitaire, au renforcement de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM), à l'amélioration de la qualité des soins et au soutien des dispositifs de prise en charge des victimes de violences basées sur le genre.

Niger

Accord au niveau des services sur la 9^e revue de la FEC

Le 12 juin 2026, les services du FMI [ont annoncé](#) la conclusion d'un accord sur la 9^e revue du programme au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC), dont l'approbation par le Conseil d'administration est attendue en juillet 2026. L'approbation de la revue FEC permettrait un décaissement de 24,1 M DTS (33 M USD). Le FMI indique que les performances du programme



ont été jugées satisfaisantes, avec une croissance économique de 6,9 % en 2025 et une projection de 7 % en 2026, soutenue par l'agriculture et le secteur extractif. L'inflation, négative en 2025 à -4,7 %, et sur la première partie de l'année 2026 est projetée à -1,9 % en moyenne annuelle 2026, une moindre baisse des prix en lien avec la récente remontée des prix liée notamment à la hausse des coûts énergétiques et de transport. Le déficit budgétaire s'est établi à 2,9 % du PIB en 2025 et devrait atteindre 3,4 % du PIB en 2026. L'institution souligne également les progrès de transparence, notamment avec la publication des contrats pétroliers, ainsi que de réduction des arriérés. Les services du FMI indiquent également que les autorités nigériennes poursuivent les réformes visant à renforcer la stabilité macroéconomique, améliorer la gouvernance et soutenir une croissance inclusive, dans un contexte marqué par des risques sécuritaires et climatiques persistants.

Sénégal

Déficit de 1,4 % du PIB au 1^{er} trimestre 2026

Selon le [rapport d'exécution budgétaire](#) du 1^{er} trimestre 2026, le déficit budgétaire s'établit à 333 Md FCFA (507,7 M EUR), soit 1,4 % du PIB. Les recettes du budget général atteignent 1149,7 Md FCFA (1,8 Md EUR), en hausse de 11,9 % en glissement annuel (g.a), portées par les recettes fiscales qui progressent de 14,1 % à 1095,7 Md FCFA (1,7 Md EUR), notamment sous l'effet des impôts directs liés aux secteurs pétrolier et gazier et de la fiscalité indirecte intérieure. Celles-ci sont néanmoins en-dessous des projections et représentent 20,3 % de l'objectif annuel. Dans le même temps, les dépenses du budget général s'élèvent à 1482,7 Md FCFA (2,3 Md EUR), dont 285 Md FCFA (434,5 M EUR) au titre des charges financières de la dette, tandis que les dépenses en capital restent limitées à 297,2 Md FCFA

(453,1 M EUR), soit 10,6 % des prévisions annuelles. Cette évolution s'inscrit dans un objectif annuel de déficit fixé à 5,4 % du PIB, dans le cadre de la trajectoire de consolidation des finances publiques.

Inauguration de l'Agropole-Sud à Kolda : 50,5 M USD cofinancés par la BafD et la BlSD

Le 24 avril 2026, le président de la République, Bassirou Diomaye Faye, [a inauguré](#) le parc agro-industriel de Kolda, dans le cadre du projet Agropole-Sud. D'une superficie de 15 hectares, la construction du parc a été cofinancé par la Banque africaine de développement (BAfD) et la Banque islamique de développement (BlSD) à hauteur de 28,3 Md FCFA (50,5 M USD). Le projet cible notamment les filières maïs, mangue et anacarde et vise à structurer les chaînes de valeur agricoles dans le sud du pays. Le projet devrait générer jusqu'à 15 000 emplois directs et 35 000 emplois indirects, en faveur des jeunes et des femmes. Le déploiement de cette agropole s'inscrit dans la stratégie globale du Sénégal de déploiement de parcs agros industrielles : 33 sont prévus d'ici 2030 avec la mise en œuvre d'infrastructures intégrées (foncier, transformation, logistique, mise aux normes) afin de renforcer la transformation locale et les capacités d'exportation.

Nominations multiples au Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan

Le remaniement ministériel opéré le 1^{er} juin avait donné lieu à la fusion du ministère de l'économie et du ministère des finances. Dans cette lignée, le conseil des ministres du 17 juin 2026 a conduit à de [nombreuses nominations](#) au sein du Ministère de l'économie, des Finances et du plan avec la création d'une direction générale des financements et de la dette qui sera dirigée par Monsieur Babacar Toure tandis que Monsieur Aliou Ndiaye est nommé secrétaire générale du ministère. La création d'une unité forte de gestion de la dette



s'inscrit dans les travaux de transparence budgétaire du gouvernement sénégalais visant à limiter les risques de mauvaise comptabilisation de la dette.

Sierra Leone

Création d'une chambre de commerce européenne

Le 9 juin 2026 à Freetown, le gouvernement de la Sierra Leone et l'Union européenne (UE) [ont organisé](#) la 3e édition du dialogue public-privé (PPD) Sierra Leone-UE, marquée par l'inauguration officielle de la Chambre de commerce européenne en Sierra Leone (EuroCham Sierra Leone). Cette nouvelle association rassemble des entreprises européennes actives dans la logistique, l'agriculture, l'énergie, le transport maritime et le tourisme, et vise à constituer une plateforme unique de dialogue avec les autorités sierra-léonaises. L'événement s'inscrit dans le cadre de la stratégie Global Gateway de l'UE et du plan national de développement à moyen terme de la Sierra Leone, alors que les deux partenaires célèbrent 50 années de coopération. M. Hans Wurche, directeur général de MSC Sierra Leone, a été désigné président d'EuroCham du pays. Selon l'UE, la nouvelle chambre doit renforcer la coordination entre secteurs public et privé, soutenir le plaidoyer en faveur de l'investissement et contribuer à l'amélioration du climat des affaires dans le pays.

Togo

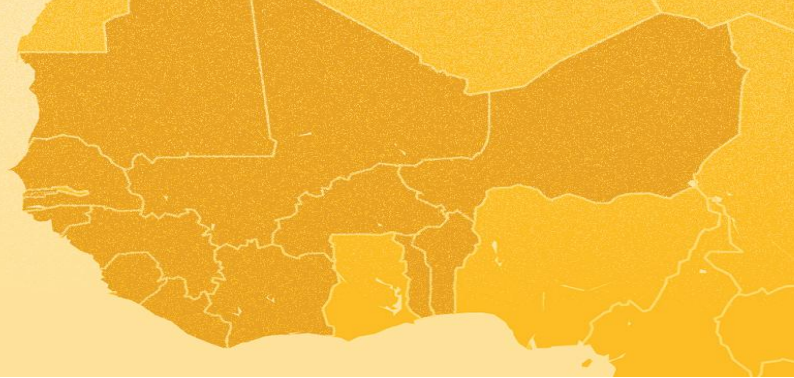
Bilan de la mise en place de la Plateforme Industrielle Adétikopé

Selon un bilan de l'Autorité de Coordination de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA), la plateforme, issue d'un partenariat public-privé entre ARISE IIP et la République togolaise, a

permis [de créer](#) 6780 emplois directs, dont 95% nationaux, et [de générer](#) plus de 350 Md FCFA (533,6 M EUR) d'investissements depuis sa création en 2021. Elle compte à ce jour 25 entreprises partenaires dont 12 opérationnelles dans des filières comme le textile, l'agro-industrie et la pharmacie. Pour rappel, la PIA s'était donnée pour objectifs de (i) transformer localement les matières premières, (ii) attirer les investissements, (iii) créer des emplois décents et (iv) positionner le Togo comme une destination industrielle de référence en Afrique. La plateforme ambitionne de créer entre 15 000 et 20 000 emplois d'ici 2030 et d'accroître à 50 le nombre d'unités industrielles. Son lancement en 2021 s'inscrit dans le cadre d'une stratégie nationale qui entend faire de l'industrialisation un moteur de la transformation économique du Togo.

Lancement d'une plateforme pour la transition numérique des TPME

Dans le cadre de la troisième édition de la semaine des très petites et moyennes entreprises (TPME) au Togo, l'Agence Togo Digital [a officiellement lancé](#) la boîte à outils digitaux "BoD-TPME" avec l'appui du programme ProDigiT mis en œuvre par l'agence de développement allemande (GIZ) et cofinancé par l'Allemagne, le Luxembourg et l'Union européenne. Cette plateforme [a](#) pour objectif de soutenir la transformation numérique des TPME, qui représentent 90 % du tissu économique national et dont la faible numérisation constitue un des freins majeurs à leur compétitivité et leur croissance. Ce dispositif prend la forme d'un guichet unique proposant aux TPME (i) un diagnostic digital, (ii) des solutions logicielles, (iii) un réseau de conseillers et (iv) une bibliothèque de ressources pratiques. Il s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale Togo Digital 2025 qui a parmi ses objectifs l'accompagnement de 3000 entreprises dans leur transition numérique.



Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Chiffres clés	Indicateurs de développement
Bénin	Bénin
Burkina Faso	Burkina Faso
Cap-Vert	Cap-Vert
Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
Gambie	Gambie
Guinée	Guinée
Guinée-Bissau	Guinée-Bissau
Libéria	Libéria
Mali	Mali
Mauritanie	Mauritanie
Niger	Niger
Sénégal	Sénégal
Sierra Leone	Sierra Leone
Togo	Togo

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)